

NAHAVANDI, Firouzeh. *Stigmaté. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement*. Bruxelles, Bruylant, 2001, 252 p.

Bandeja Yamba

Volume 32, Number 3, 2001

Références de l'Union européenne : regards croisés

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704322ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704322ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Yamba, B. (2001). Review of [NAHAVANDI, Firouzeh. *Stigmaté. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement*. Bruxelles, Bruylant, 2001, 252 p.] *Études internationales*, 32(3), 580–584. <https://doi.org/10.7202/704322ar>

che. Cette fois, il ne pourra faire l'économie du débat.

Le ton de ce compte rendu ne doit cependant pas induire le lecteur en erreur. Plus les attentes qu'un livre suscite sont élevées, plus on est enclin à la critique lorsque le résultat n'est pas à la hauteur. Dans l'absolu cependant, il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un ouvrage important, qui a le mérite de relancer la réflexion sur le sujet et avec lequel on devra désormais compter:

Stéphane ROUSSEL

*Département de science politique
Collège Glendon, Université York
Toronto, Canada*

Stigmaté. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement.

*NAHAVANDI, Firouzeh. Bruxelles,
Bruylant, 2001, 252 p.*

L'ouvrage de Firouzeh Naha-vandi est principalement destiné aux étudiants de premier cycle universitaire dans le but de leur donner une idée générale des problèmes ayant orienté la pensée du développement et de la manière dont ils ont été abordés tout au long de la deuxième moitié du xx^e siècle.

Bien écrit, le livre comprend trois parties subdivisées en douze chapitres. La première partie (« les concepts ») est consacrée à la naissance du problème du sous-développement et à la problématique de l'étiquetage.

Dans cette partie, l'auteur montre que le sous-développement, en tant que problème de pauvreté, n'existait pas avant la deuxième moitié du xx^e siècle. Il est plutôt une construction

sociale, née à partir de la colonisation, de la comparaison de la situation d'un ensemble de pays, en particulier ceux nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie, aux standards (indicateurs) des pays occidentaux industrialisés fondés sur l'accumulation du capital (taux de croissance du PNB, taux annuel du PIB, IDH, Indicateur de la pauvreté humaine, Indicateur de la Qualité de Vie, Indicateur de Progrès Réel, etc.) dans le cadre de la concurrence et sur l'industrialisation capitaliste.

Progressivement, l'image du monde s'est modifiée et une majorité de pays se retrouve dans le camp des pays sous-développés, non pas par rapport aux critères de leurs ancêtres, mais bien par rapport aux standards dictés par les puissants. La charte de l'Atlantique de 1941 et la charte des Nations Unies de 1945, le discours sur l'état de l'Union du président américain, Truman, en 1949, sont autant de faits analysés dans cette partie et qui permettent d'étiqueter des millions d'individus habitant en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie comme sous-développés. Certains événements se produisant au sein même de ces pays en voie de développement, comme la Conférence de Bandung, en 1955, au cours de laquelle les participants asiatiques et africains prônaient l'intégration à l'économie mondiale dans l'espoir de se tirer du passé considéré comme humiliant, marquèrent la naissance et l'officialisation de l'entité nouvelle sur la scène internationale. Celle-ci, qui a reçu jusqu'à présent plusieurs appellations, pays sous-développés, pauvres, du sud, moins industrialisés, prolétaires, en voie de développement, émergents, moins avancés,

témoigne ainsi de l'évolution des mentalités face à un objet d'étude lui-même construit.

La deuxième partie analyse les théories de la modernisation. Il s'agit ici des théories libérales, des théories radicales, des approches néo-institutionnalistes, des théories postdéveloppementalistes.

Les premières théories, largement inspirées par le positivisme et la peur du socialisme, véhiculaient, selon l'auteur, un certain nombre de points communs : 1) le sous-développement est une étape dans l'histoire et le passage des sociétés prémodernes en des sociétés industrialisées est possible si elles adoptent les types de technologie et l'organisation sociale caractérisant les nations avancées, stables du monde occidental ; 2) la croyance absolue en l'universalité du modèle capitaliste occidental de développement. Le besoin d'accomplissement, le travail discipliné et l'aventure au changement, les valeurs véhiculées au sein des institutions (telles que l'école et les médias), l'urbanisation et l'alphabétisation sont des éléments clés d'une idéologie moderne.

Ces premières théories de la modernisation influencèrent l'aide occidentale et favorisèrent l'intervention des pays industrialisés sous forme de promotion du secteur moderne et/ou d'exportation de technologie exigeant un capital élevé. À travers leurs recommandations, la création d'une classe moyenne, considérée comme vecteur de la modernisation, fut encouragée dans les pays en voie de développement, et les institutions susceptibles d'intégrer les ouvriers, tels les syndicats, furent

soutenues. Pour le Tiers-Monde, les premières théories de la modernisation ont été la promesse d'un monde meilleur, confié à une nouvelle classe dirigeante qui, tout en s'enrichissant, multipliait les signes d'occidentalisation. Néanmoins, les premières théories devaient surmonter le problème crucial de manque de données, ce qui les obligeait à travailler à partir du matériel existant et en conséquence d'informations portant sur les pays industrialisés.

Cependant, les théories radicales, pour leur part, ne considèrent pas le sous-développement comme un simple retard à combler, mais comme un produit de l'histoire, un résultat direct de l'expansion du capitalisme et des mécanismes nationaux et internationaux d'appropriation des surplus au profit des centres. Elles concluent sur la nécessité de la disparition de l'ordre économique mondial et la destruction des structures internes des sociétés du Tiers-Monde.

Parallèlement à ces théories, l'approche postdéveloppementaliste met un accent particulier sur l'analyse de la production par le dispositif idéologique du discours sur le développement et la représentation de l'autre. Cette approche porte sur la manière dont le Tiers-Monde, comme entité, a été produit par le discours et les pratiques de développement, depuis leur naissance, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. « L'idée de départ est que la représentation de l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique comme sous-développées est dans la continuité d'une tradition occidentale de définir l'autre. (...) De l'étiquetage, la pensée et le discours du développement vont déceler, pour ces pays,

des besoins et des problèmes. Le Tiers-Monde deviendra ainsi ignorant, analphabète, traditionaliste, pauvre, passif, fataliste » (p. 106). Remettant en question ces approches considérées comme ethnocentristes, les tenants du postdéveloppementalisme postulent la fin du développement, c'est-à-dire la fin de la pensée du développement et de la proclamation de sa toute-puissance. Ils prônent également le recours à une anthropologie fondamentale, à une anthropologie de la modernité, à la promotion des méthodologies alternatives, telle la recherche participative revalorisant les savoirs locaux.

De manière pertinente, l'auteur montre également, dans cette même partie, la manière dont le développement a donné naissance à de nombreuses institutions (la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, PNUD, etc.) et de multiples métiers tournant autour de sa problématique et de son corollaire, la coopération ; comment le développement et le sous-développement sont devenus un champ d'étude dans lequel le discours savant, englobant et puissant commande la répartition du pouvoir parmi les peuples et leur place dans la hiérarchie internationale.

La troisième partie traite de différents thèmes connus, à savoir : la domination coloniale, la démographie, les politiques de l'industrialisation, le développement rural, la dépendance et la globalisation. Comme il est difficile de les commenter d'une manière uniforme, j'ai plutôt opté pour un aménagement qui, à mon avis, répond mieux à un certain cheminement chronologique formant une suite plus logique et

facilitant ainsi la compréhension du texte.

Selon l'auteur qui se réfère à d'autres écrits, la colonisation est à la base de l'exploitation et de la naissance du néocolonialisme, donc de la dépendance. Elle est à l'origine de la création d'un monde semi-globalisé puis global, et c'est durant la colonisation que commence, à grande échelle, la comparaison, l'étiquetage, voire la stigmatisation. La domination coloniale contribua à la perte d'indépendance en matière de politiques commerciales, à la limitation de la concurrence des industries des colonies par rapport aux métropoles (le pacte colonial), à des distorsions sociales et culturelles. L'industrialisation du Kenya, celle du Congo belge, de la Perse et de l'Inde sont données comme des exemples pour illustrer la situation coloniale. C'est ici qu'il faut souligner la force de l'auteur qui, pour illustrer l'argumentation, prend des exemples dans tous les continents considérés comme sous-développés. Le protectorat, le système de mandat et le système de tutelle étaient des procédés de la domination coloniale ; tandis que les instruments de cette domination étaient la supériorité maritime et la supériorité des armes européennes, la déportation des populations marginalisées, les compagnies commerciales, les missions religieuses, les sociétés de géographie, les chemins de fer. Les structures politiques, notamment les frontières, l'ordre colonial et la fin de cet ordre, sont traitées dans ce chapitre. Quel a été l'impact de la colonisation sur les manufactures existantes dans les pays colonisés ? La colonisation a-t-elle contribué à l'industrialisation des

zones non industrialisées ? Voilà autant d'autres points qui sont traités dans ce chapitre.

Dans le chapitre consacré à la démographie, l'auteur analyse les thèses malthusiennes et la thèse nataliste. Mais, l'originalité réside dans la démonstration que Firouzeh Nahavandi fait concernant les pénuries, les guerres, la pollution et la dégradation de l'environnement, qui sont selon elle, le fait, non pas de l'explosion démographique du Tiers-Monde, mais plutôt le résultat des changements technologiques importants intervenus dans les pays industrialisés, donc, de l'économie mondiale. Cependant, elle montre que le tassement des taux de croissance, la diminution des salaires et d'emplois, la baisse des produits de base, la diminution des dépenses publiques affectées aux services sociaux, l'explosion du secteur informel sont tout de même liés à la croissance démographique du Tiers-Monde.

Outre les thèmes de la domination coloniale et de la démographie, il y a également dans cette partie le thème de la globalisation de l'économie, où l'auteur montre que celle-ci ne profite qu'à la triade formée des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Dans le Tiers-Monde, si la globalisation bénéficie à quelques individus, elle entraîne par contre des coûts : l'affaiblissement des pouvoirs étatiques nationaux, la transmission, par les médias en particulier, de produits culturels occidentaux, la survie des cultures locales, la question de l'imposition et de l'acceptation de la culture étrangère. En somme, ce que l'auteur démontre dans ce chapitre, c'est le fait que la globali-

sation et le laxisme des dirigeants politiques a favorisé la mise en place d'une sorte d'exécutif planétaire dont les quatre acteurs principaux sont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération économique et l'OMC. Indifférent au débat démocratique et non soumis au suffrage universel, ce pouvoir informel pilote, de fait, la Terre et décide souverainement du destin de ses habitants. La multiplication des réactions de type nationaliste et de mouvements identitaires sont présentés comme des tentatives pour préserver la culture particulière.

Dans l'ensemble, mettant en cause la conception linéaire du développement et la valeur des indicateurs utilisés, l'auteur relève combien une certaine vision négative de soi a été intégrée dans les pays du Tiers-Monde au point de servir d'autoreprésentation ou de justification de comportements et d'attitudes. Sa suggestion est une invitation aux populations des pays en voie de développement à prendre conscience que leur avenir leur appartient et que c'est elles qui doivent faire ce choix en déconstruisant les idées reçues.

L'ouvrage de Nahavandi, qui se lit avec intérêt et facilité, apporte une contribution particulièrement utile et bien documentée à la compréhension en profondeur des pays en voie de développement. La rigueur de l'argumentation, la richesse de l'analyse, le caractère méthodologique de la démonstration font de cet ouvrage un outil précieux pour les étudiants du premier cycle auxquels il est destiné. On pourrait aussi souhaiter que cette réflexion soit rendue accessible à un

public plus large en ces temps de globalisation.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Principes de diplomatie, nouvelle édition.

PLANTEY, Alain. Paris, Éditions Pedone, 2000, 458 p.

L'ouvrage d'Alain Plantey, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, n'est pas nouveau. Il a été publié pour la première fois en 1987 avant d'être réédité en 1991 sous le titre *De la politique entre les États : principes de diplomatie*, devenu dans la présente édition *Principes de diplomatie*. L'auteur possède non seulement une vaste érudition, mais également une grande expérience acquise au Cabinet du Général de Gaulle à la présidence de la République française, en qualité de chef de mission diplomatique, de délégué à l'Assemblée générale des Nations Unies, de haut fonctionnaire européen, etc. C'est dire combien ce véritable manuel à l'usage des diplomates, de ceux qui se destinent à la carrière diplomatique et, en général, de tous ceux qui s'intéressent aux relations entre les États dans leurs dimensions les plus diverses, s'avère précieux.

Cette nouvelle édition tient compte des développements que l'évolution récente du milieu international impose à la fonction diplomatique. Ce volume de 458 pages est composé d'articles numérotés de 1 à 1645. Bien que cette numérotation ne rende pas toujours la lecture agréable, elle permet cependant de

renvoyer le lecteur d'un article à l'autre. Dans un découpage de ce type, l'index thématique est évidemment utile.

L'ouvrage est écrit dans un style clair et précis. Précédé d'une longue introduction, il s'articule en quatre parties. La première partie intitulée « La manœuvre diplomatique », part du constat que rien dans la conjoncture internationale n'est définitif, que les rapports entre les États ne cessent de changer, de même que leurs besoins et leurs intérêts. À partir de ce constat, l'auteur va successivement analyser par le menu des concepts aussi difficiles à définir que la puissance, l'intérêt et la culture. Il le fait à chaque fois en s'appuyant sur des ouvrages devenus classiques (ceux de Raymond Aron, Hans Morgenthau, etc.) ou plus récents.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la communication diplomatique. Dans deux chapitres, l'auteur analyse la relation diplomatique et la représentation diplomatique. Il s'attache à montrer combien la diplomatie devient un exercice extrêmement délicat, une discipline incertaine, un cadre mouvant. En effet, en ces temps de mondialisation, de construction européenne, de déclin de l'État-nation, les dogmes les mieux établis sont ébranlés, les méthodologies les plus éprouvées, remises en question. Jadis, les choses étaient plus limpides, le terrain clairement balisé : le diplomate, protégé par une muraille de traités, conventions et usages internationaux, servait les intérêts de son pays, veillait aux relations d'État à État. La diplomatie est désormais une sorte de jeu de Lego à géométrie variable.